

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 10/06/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEVAL

6 rue Nathalie Sarraute
44200 Nantes

Références : N3-2025-0639
Code AIOT : 0006310326

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement GEVAL implanté La Cité Navale 44220 Couëron. L'inspection a été annoncée le 28/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 28 mai 2025, l'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection sur le site de Couëron, suite à un incendie survenu la veille.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEVAL
- La Cité Navale 44220 Couëron
- Code AIOT : 0006310326
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GEVAL exploite, sur le site de Couëron, une plate-forme de tri, transit, regroupement et traitement de déchets non dangereux ainsi qu'une déchetterie professionnelle.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incendie du 27-05-2025	Code de l'environnement, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII-4-2	Sans objet
3	Nettoyage du site	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article II-4-1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Détection Incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, articles 3 et 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis d'échanger sur les circonstances de l'incendie qui s'est produit sur le site le 27 mai 2025.

Le rapport d'accident a été transmis à l'inspection des installations classées suite à la visite. Celui-ci doit être complété en précisant, en particulier, les effets de l'incendie sur les personnes et l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Incendie du 27-05-2025

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 512-69 : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation (...) est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>Article II-6 - AP du 15-07-2019 : Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le mardi 27 mai 2025, à 18h20, le chef d'équipe a constaté, lors d'une ronde, la présence de fumées au niveau du stockage de déchets de bois B broyés dans l'après-midi. Il a alors aussitôt alerté les services d'incendie et de secours qui sont arrivés sur place à 18h47.</p> <p>Les 2 personnes présentes sur site ont mis en œuvre les dispositions prévues dans le plan de défense incendie de l'établissement ; en particulier, le portail d'accès pour les pompiers a été ouvert et la vanne de confinement du bassin de récupération des eaux d'extinction a été fermée.</p> <p>L'incendie s'est déclaré au niveau de la zone extérieure de stockage de déchets de bois B broyés située sur la plate-forme de stockage de bois du site. Le volume présent a été estimé à 400 m³ ; environ 100 m³ ont été pris dans l'incendie.</p> <p>Les services d'incendie et de secours ont procédé à l'extinction de l'incendie à partir des 2 réserves d'eau d'incendie de 250 m³ du site et de la réserve d'eau d'incendie de 500 m³ du site voisin.</p> <p>L'incendie ne s'est pas propagé aux autres zones de stockage de déchets situés à proximité (déchets de bois d'ameublement ; déchets de bois A broyés), du fait de la distance séparant les stockages et de la présence de blocs béton limitant chacune des zones.</p>